

Une commission propose une rallonge pour soulager les chercheurs ou les étudiants

Pour un milliard de plus

« PIERRE-ANDRÉ SIEBER

Suisse-Europe » Alors que la Suisse vient d'accepter de verser le milliard de cohésion à l'Union européenne (UE), est-ce qu'un milliard de francs supplémentaire va débloquer nos relations avec Bruxelles? C'est la conviction d'Eric Nussbaumer (ps, BL), membre de la Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N), qui vient de faire passer son idée en commission. Le socialiste voit dans cette mesure un antidote à la situation empoisonnée générée par la rupture unilatérale des négociations sur l'accord-cadre institutionnel.

Pour mémoire, la Confédération a décidé le versement d'un milliard de francs le 1^{er} octobre mais, jusqu'à présent, l'UE s'est montrée inflexible face à la Suisse. Elle refuse d'actualiser les accords bilatéraux. «Résoudre la question institutionnelle bloquée par le refus de l'accord-cadre s'avère extrêmement compliqué depuis la rupture du 26 mai dernier», explique Eric Nussbaumer. «Cela va prendre plusieurs années. J'ai donc pensé à une solution plus rapide en misant sur le déblocage des collaborations des programmes de recherche Horizon Europe et des échanges d'étudiants Erasmus+, entre autres, en versant un milliard de francs supplémentaire.»

Comment procéder? L'idée du socialiste bâlois est de passer par le vote d'un crédit-cadre afin de débloquer chaque année durant dix ans un montant de 100 millions de francs. La tactique est originale, puisqu'elle permettrait de soumettre en décembre déjà le montant au parlement dans le cadre des discussions budgétaires 2022.

Une voie plus rapide

En échange, la Suisse demande son intégration complète aux programmes de recherche et aux échanges d'étudiants. Pour le moment, notre pays est considéré comme un pays tiers associé, ce qui empêche ses chercheurs de diriger des projets ou



En doublant la contribution suisse à la cohésion européenne, la mise à l'écart des chercheurs helvétiques sera-t-elle levée? Keystone-archives



«Pour l'heure, l'UDC s'y montre opposée»

Eric Nussbaumer

de postuler aux bourses individuelles. «Le vice-président de la Commission européenne, Maros Sefcovic, a dit lui-même qu'il serait dommage de ne pas trouver de solution», ajoute Eric Nussbaumer. «Or la voie des collaborations avec l'UE me semble la plus rapide pour aboutir. La voie institutionnelle s'avère nettement plus compliquée à dégager.»

L'objet a passé la rampe de la CPE-N par 15 voix contre 9 et une abstention. «Cette majorité a pu être obtenue grâce aux voix des élus socialistes, verts, vert-libéraux, du Centre et libéraux-radicaux», commente Eric Nussbaumer. «L'UDC s'y montre opposée.»

Pas plus tard qu'en janvier 2022 aura lieu un entretien politique entre le Conseil fédéral et la Commission européenne. L'acceptation du versement de ce milliard supplémentaire serait un argument convaincant

pour la délégation suisse. Concrètement, il s'agit d'un crédit-cadre pour la contribution suisse à la cohésion d'environ 953 millions de francs. Cette augmentation serait liée à la participation de la Suisse aux programmes européens actuels Horizon Europe, Digital Europe, ITER, Euratom et Erasmus+, signés d'ici au 30 juin 2022.

Signal urgent à adresser

Pour la conseillère nationale Christine Bulliard-Marbach (le centre, FR), membre de la CPE, il est urgent d'adresser un signal à l'Union. «Sans quoi nous allons perdre la possibilité de nous associer à Horizon Europe», note-t-elle. «La proposition de la commission permet de le faire. Avec celle-ci, nous montrons que la Suisse est prête à contribuer davantage à la cohésion européenne, elle qui a profité largement de l'accès au marché. Le but est de proposer une

base de discussion, ce que l'UE attend de nous, avec l'association de la Suisse à Horizon Europe en contrepartie.»

Selon la conseillère nationale centriste, la Suisse a gros à perdre en cas d'échec. «Nous sommes en train de perdre notre possibilité d'association», avertit-elle. «Il y a urgence et péril en la demeure, l'impact sur les domaines de la recherche et de l'innovation sera important. Le Conseil fédéral le sait.»

Y aura-t-il une majorité au plénum pour soutenir un crédit-cadre lors des discussions sur le budget 2022 en décembre? «Nous verrons bien, les groupes parlementaires vont d'abord discuter de la proposition de notre commission avant de prendre une décision», répond Christine Bulliard-Marbach. «Ce qui est sûr, c'est qu'au sein de la CPE-N, une nette majorité des membres soutient l'orientation générale.» »